

Contact



Le 2 février 2012
Contact n°2

Appui aux membres TCA en lock-out chez Caterpillar

Couperiez-vous votre salaire de moitié? C'est exactement ce que l'entreprise Caterpillar tente de persuader les travailleurs de faire à London, en Ontario.

Le 1^{er} janvier, Caterpillar a placé en lock-out près de 500 travailleurs de l'usine de locomotives Electro-Motive Diesel, membres de la section locale 27, leur demandant d'accepter de couper de 50% leurs salaires et avantages sociaux. Et ce, malgré les profits vertigineux réalisés par cette compagnie. De toute évidence, ces coupes auraient des conséquences énormes pour ces familles de London.



Le 26 janvier dernier, les TCA ont organisé des manifestations qui ont eu lieu dans une douzaine de villes partout au pays, afin de diffuser leur message aux clients de Caterpillar. Cette journée coïncidait avec l'annonce publique de la compagnie de ses résultats financiers. Vous pouvez consulter la nouvelle sur notre site web à l'adresse suivante : http://www.tca.qc.ca/nouvelles_details.php?id=133.

Sur la photo, on voit les membres TCA-Québec qui ont manifesté à Montréal.



Les membres du magasin UAP (519) adoptent l'offre finale de l'employeur

Réunis en assemblée le mercredi 18 janvier dernier, les membres de l'unité UAP (magasin 519) à Québec se prononçaient sur l'offre finale de l'employeur déposée lors de la dernière séance de négociation du 10 janvier dernier. Malgré une recommandation de rejet du comité de négociation, c'est dans une proportion de 61.5% que les membres ont accepté les termes de leur nouvelle convention collective.

« Bien que cette entente comprenne plusieurs changements positifs au niveau du normatif, le comité de négociation recommandait le rejet car nous n'avions pas atteint nos objectifs au niveau monétaire. En effet, le comité s'était fixé comme cible d'obtenir une augmentation salariale de 3% par année et l'offre finale de l'employeur était de 1,5% par année » conclut Daniel Déry, représentant national des TCA et responsable de la négociation.

La nouvelle convention est rétroactive au 2 novembre 2011 et se terminera le 1^{er} novembre 2014.



L'Association des pilotes de Sunwing fusionne avec les TCA

Une entente portant sur la fusion de SUNPAC, l'association des pilotes de Sunwing, constituée de 150 membres, avec les TCA, a été finalisée récemment.

« Nous sommes heureux que ce groupe de pilotes ait décidé de se joindre aux TCA, et je tiens à leur souhaiter la bienvenue dans notre syndicat », a déclaré le président des TCA, Ken Lewenza.

Le président de SUNPAC, le commandant Dave Matkovich, a indiqué que « la fusion avec TCA-Canada sera bénéfique pour le groupe de pilotes de Sunwing Airlines dans un certain nombre de domaines. L'expérience considérable des TCA dans le secteur de l'aérospatiale et du transport aérien a été un facteur déterminant dans notre décision de nous joindre à TCA-Canada, et nous comptons bien faire appel aux services qui sont maintenant à notre disposition. »

Le syndicat des TCA représente environ 12 000 employés de compagnies aériennes au Canada, dont des agents de billetterie, du personnel au sol, des pilotes, des mécaniciens, du personnel de restauration à bord, du personnel de chargement et des préposés à l'affectation des équipages.



Il faut renforcer les services publics et l'économie ontarienne, selon les TCA

Augmenter la participation du secteur privé aux services publics en Ontario serait une erreur, selon le syndicat des TCA.

Dans un document de 19 pages présenté à la Commission de la réforme des services publics de l'Ontario, le syndicat réfute de nombreuses idées fausses concernant le meilleur moyen de réorganiser les services publics dans la province.

Le document des TCA réaffirme les principes de base de la prestation des services publics et réclame que les efforts à long terme en vue de réduire le déficit provincial soient assortis d'une stratégie macroéconomique d'expansion visant à ramener les Ontariens au travail pour leur permettre de payer des impôts.

Le syndicat des TCA représente 145 000 travailleurs en Ontario, dont 26 000 employés du secteur public, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation postsecondaire, des services publics municipaux et du transport urbain collectif.

Dans sa contribution, le syndicat des TCA présente ses suggestions pour contrôler les coûts liés à la prestation des services publics, sans toutefois accroître les responsabilités et le contrôle accordés au secteur privé.

Au lieu, les TCA s'attaquent au gaspillage et au manque de rationalité que l'on peut observer dans de nombreuses formes existantes de participation du secteur privé à la prestation des services publics.

Différentes parties du document font état du gaspillage et des pratiques irrationnelles qui sont l'apanage des contrats avec le secteur privé, de l'exploitation de cliniques privées, des partenariats public-privé dans la construction d'infrastructures et des subventions en fonds publics aux centres de soins de longue durée.

« Dans tous ces domaines, les contraintes budgétaires sont aggravées, et non allégées, par la participation du secteur privé à différents aspects du processus de prestation des services », peut-on lire dans le document.

D'autres parties du document des TCA s'intéressent, dans une perspective plus large, aux bienfaits économiques liés à la prestation des services publics en Ontario, notamment en matière de recherche et d'innovation. Le document se conclut par l'énumération de moyens de réduire les coûts et d'améliorer la qualité des services.

L'analyse des TCA porte principalement sur des questions qui concernent les soins de santé, parce qu'il s'agit du domaine dans lequel œuvrent la plupart de ses membres employés des services publics en Ontario. Cependant, bon nombre des concepts présentés dans le document peuvent s'appliquer à d'autres services publics dans la province.

Pour lire le document au complet, visitez la page suivante : <http://www.caw.ca/en/10834.htm> (en anglais).



Caucus des travailleurs autochtones et de couleur de la région du Grand Toronto

Le caucus des travailleurs autochtones et de couleur du Grand Toronto a célébré les fêtes de fin d'année à l'occasion d'un repas-partage. Le caucus se réunit chaque mois pour partager des idées, trouver des sources d'inspiration et mener des activités d'éducation. Le caucus se prépare actuellement pour le 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.



Avis de grève de 72 heures chez Viking Air

Au moment de mettre Contact sous presse, le syndicat des TCA avait remis à Viking Air, de Colombie-Britannique, un avis de grève arrivant à échéance à midi, le 19 janvier.

« Les travailleurs qualifiés de Viking Air ont patiemment espéré, pendant plus d'un an, une nouvelle convention collective qui réglerait les questions des salaires, des avantages sociaux et de la sécurité d'emploi, a déclaré le représentant national des TCA Gavin McGarrigle. Notre syndicat a conclu une nouvelle

convention avec Cascade Aerospace, à Abbotsford, l'an dernier, sans débrayage et cette façon de faire devrait également fonctionner chez Viking Air », a-t-il ajouté.

Le 28 octobre 2011, les travailleurs de Viking Air avaient voté à 94 pour cent en faveur d'un mandat de grève.

« Nous allons multiplier nos efforts cette semaine pour négocier une entente équitable, car une grève chez Viking Air perturberait complètement la production et retarderait encore plus les livraisons de nombreux nouveaux appareils Twin Otter, lesquels sont déjà en retard », a déclaré M. McGarrigle avant l'échéance.

Viking Air construit et répare des aéronefs sur l'Île de Vancouver, près de Sidney, en Colombie-Britannique.

Les 270 travailleurs de l'unité de négociation des TCA chez Viking Air sont représentés par la section locale 114 des TCA (<http://www.cawlocal114.com/>). Ces travailleurs comptent des mécaniciens d'aéronefs, des machinistes, des ouvriers spécialisés en tôles, des peintres, des soudeurs, des magasiniers et des journaliers.



Entente de principe avec Nav Canada

Le 18 janvier, la section locale 2245 des TCA, qui représente des spécialistes de l'information de vol aux aéroports canadiens, s'est entendue sur un plan de règlement avec Nav Canada.

La section locale 2245 des TCA représente 750 spécialistes de l'information de vol à 63 aéroports partout au Canada qui fournissent des services d'information indispensables au secteur de l'aviation. Ces spécialistes de l'information de vol conseillent les pilotes sur des questions de sécurité aux aéroports.

Il s'agit de la troisième convention collective que les TCA et Nav Canada négocient sans l'intervention du gouvernement au cours de la dernière année.

« Cette entente apporte une certaine reconnaissance du travail acharné et de l'engagement dont nos membres font preuve dans le secteur de l'aviation », a déclaré Derek Yakielashek, président de la section locale 2245 des TCA.

Les membres voteront sur les détails de la nouvelle entente au cours des prochaines semaines.



Les chauffeurs de limousine de Toronto remportent la victoire en cour

Un juge de la Cour supérieure de l'Ontario a rejeté deux recours de l'employeur Aéroport Limousine contre les membres de la section locale 252 des TCA, permettant ainsi au processus d'arbitrage de se mettre enfin en branle pour permettre à ces travailleurs d'obtenir une première convention collective.

Le rejet des deux recours en justice par le juge E.P. Belobaba représente une victoire majeure pour les chauffeurs de limousine à l'aéroport de Toronto, qui font partie de la section locale 252 des TCA. Au cours de ce conflit de travail difficile, les chauffeurs ont été mis en lock-out pendant six mois en 2010, jusqu'en 2011.

La section locale 252 des TCA représente 200 chauffeurs de limousine à l'aéroport de Toronto, qui sont employés par McIntosh, Air Cab et Aéroport, trois entreprises qui appartiennent à un même propriétaire.

Il y a plus d'un an, Aéroport Limousine a déposé deux recours contre ces chauffeurs à la Cour supérieure pour réclamer des sommes non versées par les chauffeurs pendant le conflit de travail, pour un total de plus de 13 000 \$ par chauffeur.

L'entreprise a également cherché à résilier les ententes de service qui font partie de la relation d'emploi avec certains des chauffeurs/ propriétaires-exploitants, ce qui aurait eu pour résultat leur congédiement.

« Au cours des négociations, l'employeur a maintenu que toutes ses propositions financières seraient conditionnelles à ce que le syndicat demande à ses membres de repayer tous les arrérages, incluant une compensation pour la perte d'image que l'employeur estime avoir subie durant le conflit de travail », a déclaré le représentant national des TCA Sukhvinder Johl.

De toute évidence, la proposition de l'employeur et les deux recours en justice entravaient la conclusion d'une première entente, a affirmé M. Johl.

« Le syndicat des TCA peut maintenant aller de l'avant et amorcer les audiences auprès d'un arbitre, ce qui devrait débiter en avril », a conclu M. Johl.



Grande manifestation de soutien aux travailleurs d'Electro-Motive

Une foule de plus de 15 000 personnes s'est réunie au Victoria Park de London le samedi 21 janvier en gage de solidarité envers les 465 membres de la section locale 27 des TCA qui ont été mis en lock-out par la multinationale américaine Caterpillar.

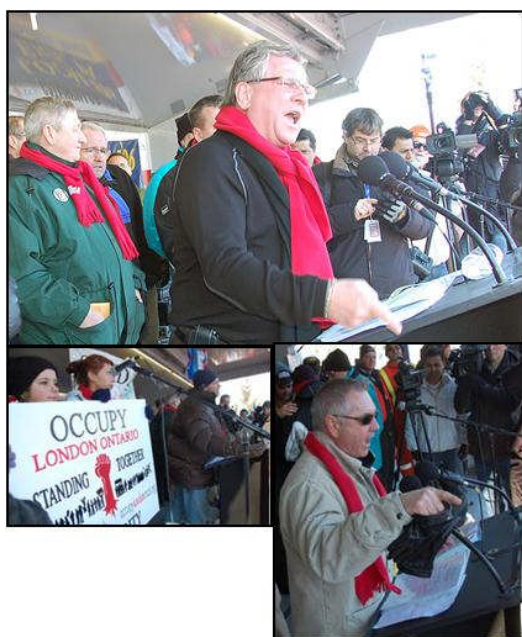
Des dirigeants syndicaux et des leaders de la collectivité (incluant des étudiants et des représentants d'« Occupons London », ainsi que la chef intérimaire du NPD, Nycole Turmel, et le maire de London, Joe Fontana, ont pris la parole devant les nombreux manifestants.

« Le combat que livrent actuellement les travailleurs de Caterpillar est le même qui fait rage dans le secteur manufacturier du Canada depuis plus de cinq ans et qui a vu plus d'un demi-million de travailleurs mis à pied, sans pour autant que cela soit de leur faute », a affirmé Ken Lewenza.

Le président des TCA a vertement critiqué la cupidité des dirigeants d'entreprises qui profitent des réglemations gouvernementales de plus en plus timides sous le gouvernement Harper et partout dans le monde. M. Lewenza a expliqué à la foule que Caterpillar a généré des milliards de dollars de profits et que ses hauts dirigeants ont touché des dizaines de millions de dollars en primes, et ce, au moment même où la société veut réduire de moitié les salaires chez Electro-Motive Diesel, son usine de moteurs diesel située à London.

Selon M. Lewenza, le lock-out chez Electro-Motive devrait servir de point de ralliement pour unir tous les travailleurs dans leur lutte en faveur de l'égalité et des bons emplois.

Selon le président de la Fédération du travail de l'Ontario, Sid Ryan, la manifestation démontre que les Canadiennes et les Canadiens en ont assez de la cupidité des entreprises et cherchent un nouveau modèle économique fondé sur la répartition équitable de la richesse.



Journée d'action à London, le 21 janvier 2012. En sens horaire, à partir du haut : le président des TCA, Ken Lewenza, Bob Scott, membre de la section locale 27 des TCA et président d'unité chez Electro-Motive, des représentants du mouvement « Occupons London ».

« Nous sommes venus ici aujourd'hui pour envoyer un message à Stephen Harper », a-t-il affirmé. Il a insisté sur le fait qu'en vertu de la Loi sur Investissement Canada, les acquisitions d'usines canadiennes par des entités étrangères doivent se solder par un « bénéfice net » pour le Canada.

Le bénéfice net réel, pour les travailleurs canadiens, est d'avoir un emploi qui leur permet d'avoir un niveau de vie acceptable et de vieillir dans la dignité après leur retraite.

Le gouvernement Harper n'a pas encore commenté officiellement le lock-out, sauf pour affirmer que cette situation concerne une entreprise privée et que cela n'est pas du ressort du gouvernement fédéral (même si la Loi sur Investissement

Canada est une loi fédérale). En 2008, le premier ministre avait visité l'usine pour y annoncer un plan d'allègement fiscal de 5 millions de dollars.

La situation avec Caterpillar est plus qu'une question de travail, selon la consœur Sue Wilson, directrice de Systemic Justice. Pour elle, il s'agit d'une question de justice.

Des études récentes montrent que l'écart entre les riches et les pauvres continue de se creuser et que cela a pour résultat d'affaiblir les collectivités et le contrat social, a expliqué la consœur Wilson.

« Trop de gens sont tenus à l'écart des bienfaits de l'économie », estime-t-elle.

Le 26 janvier, des membres des TCA tenaient des piquets de grève chez tous les concessionnaires Caterpillar pour sensibiliser les clients de l'entreprise au conflit de travail.

Des piquets d'information ont été installés peu après que Caterpillar ait publié son rapport financier de fin d'année plus tôt dans la journée. Les profits de l'entreprise ont bondi de 83 pour cent par rapport à l'année précédente, pour un total de 4,9 milliards de dollars. Il s'agit du plus important bénéfice enregistré à ce jour par la société.



L'éolienne des TCA est presque terminée

Photo prise le 14 janvier de l'avancement des travaux de construction de l'éolienne des TCA au Centre familial d'éducation du syndicat, à Port Elgin, en Ontario. Photo : Avis Peterson

La construction de la première éolienne en Ontario appartenant à un syndicat et exploitée par celui-ci est presque terminée.

La construction de l'éolienne des TCA, un projet lancé il y a huit ans, devrait se terminer dans les prochaines semaines sur le terrain du Centre familial d'éducation du syndicat, situé à Port



Elgin, en Ontario. L'éolienne devrait commencer à générer de l'électricité vers la fin du mois de mars 2012.

D'une hauteur de 100 mètres et exploitée au niveau de 500 kW, l'éolienne comblera environ 60 pour cent des besoins en énergie du Centre familial d'éducation.

En décembre 2011, au terme d'une seconde étude du certificat d'approbation du projet, le ministère de l'Environnement de l'Ontario a réitéré son accord en vue de la construction de l'éolienne du syndicat. Selon le ministère, le projet satisfait l'ensemble de la réglementation provinciale actuelle concernant l'implantation d'éoliennes. La collectivité a fait part de certaines préoccupations et le syndicat poursuit le dialogue avec elle à cet égard.

Pour de plus amples renseignements, visitez l'adresse suivante : www.caw.ca/cleanwindenergy (en anglais).



Les TCA et le SCEP entament des pourparlers sur la création d'un nouveau syndicat

Les conseils exécutifs du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile et du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier ont approuvé à l'unanimité un processus en vue d'explorer la possibilité de créer un nouveau syndicat au Canada dès la mi-2013.

Les dirigeants des deux syndicats ont tenu des discussions préliminaires pendant plusieurs semaines dans le cadre desquelles ils ont analysé le climat actuel dans le domaine des relations de travail et les défis auxquels font face les syndicats, afin de déterminer si la création d'un nouveau syndicat canadien aiderait le mouvement syndical à faire face à ces défis. Ces discussions ont maintenant été officiellement endossées par les conseils exécutifs nationaux élus des deux syndicats. Lors de réunions distinctes tenues la semaine dernière, les deux conseils ont unanimement approuvé un protocole sur le processus à suivre. Ce document établit le mandat des représentants des deux syndicats ainsi qu'un calendrier pour leur permettre d'étudier les enjeux liés à la création d'un nouveau syndicat.

« Les événements comme le lock-out chez Caterpillar rendent de plus en plus évidente la nécessité, pour les travailleurs canadiens, de pouvoir compter sur un mouvement syndical plus fort, plus actif et plus novateur pour les défendre, a affirmé le président des TCA, Ken Lewenza. Notre mouvement ne peut se permettre d'agir comme si de rien n'était face aux attaques que nous subissons de la part des entreprises et du gouvernement. Nous devons combiner nos ressources et les utiliser plus efficacement pour protéger les emplois au pays et lutter en faveur de l'égalité dans ce climat économique incroyablement hostile. »

« Notre objectif est de créer un nouveau syndicat canadien, explique le président du SCEP, Dave Coles. Nous analysons tous les aspects de notre travail en tant que syndicats, du recrutement à la négociation, en passant par l'action politique. Nous cherchons à renforcer le mouvement syndical et à créer un avenir meilleur pour les travailleurs. »

Le protocole sur le processus à suivre prévoit qu'un comité de représentants se penchera, au cours des prochains mois, sur des questions spécifiques en lien avec la création d'un nouveau syndicat (y compris les cotisations syndicales, les finances, la structure de représentation et les enjeux régionaux). Par la suite, le comité publiera un rapport qui précisera si la création d'un nouveau syndicat est possible et souhaitable, à temps pour les prochains congrès des deux syndicats (août 2012 pour les TCA, octobre 2012 pour le SCEP).



Le président des TCA exhorte le gouvernement fédéral à cesser de réduire les heures de service dans les centres de communication de la Garde côtière

Le président des TCA, Ken Lewenza, demande au gouvernement fédéral et à la Garde côtière d'abandonner le projet irréfléchi de réduire les heures de service du personnel des Services de communication et de trafic maritimes (SCTM), qui assure des services essentiels de sécurité et d'intervention en cas de détresse dans les eaux côtières canadiennes.

La proposition de la Garde côtière canadienne est de réduire les heures de service dans 11 des 22 stations actives situées à Vancouver, Victoria, Tofino, Comox et Prince Rupert, en Colombie-Britannique, à Sarnia, en Ontario, à Québec et aux Escoumins, au Québec, à Saint John, au Nouveau-Brunswick, à Halifax, en Nouvelle-Écosse et à St. John's, en Terre-Neuve-et-Labrador.

Il s'agit d'une mesure pour couper des coûts qui est irréfléchie et qui met des vies en danger, selon Ken Lewenza.

« Cette situation donne un aperçu de l'aveuglement dont fait preuve le gouvernement Harper lorsqu'il est question de mesures d'austérité, a déclaré le président syndical. Les politiques de M. Harper en matière de sécurité et d'énergie obligent la Garde côtière à exercer une surveillance accrue sur nos eaux, et pourtant le gouvernement souhaite réduire les services dans ce secteur. Cela n'a aucun sens. »

Les agents des Services de communication et de trafic maritimes sont souvent les premières personnes-ressources pour les marins, les pêcheurs, les plaisanciers, les kayakistes et toute autre personne en détresse sur les eaux côtières. Les centres des SCTM prennent en charge plus de 7 000 cas de recherche et de sauvetage maritimes par année.

La mise en œuvre complète du projet de réduction des coûts de la Garde côtière doit commencer le 1er février, bien qu'un programme partiel ait été lancé en début d'année.

Le président de la section locale 2182 des TCA, Martin Grégoire, qui représente plus de 350 agents des SCTM, s'est dit déçu des propos tenus récemment par le ministre fédéral des Pêches et des Océans, Keith Ashfield, et publiés dans le Comox Valley Echo, où cette mesure est annoncée à titre d'effort visant à « affecter les ressources appropriées à l'endroit et au moment où elles sont le plus utiles ».

« Laisser entendre que la Garde côtière peut réduire les heures de service selon le niveau de probabilité d'une situation de crise est tout simplement absurde, a déclaré M. Grégoire. Notre objectif premier est de nous assurer que nous sommes prêts à faire face à toute situation, quelle que soit son ampleur et en tout temps. »



Nomination

Le président des TCA, Ken Lewenza, a nommé le président de la section locale 127 des TCA, Aaron Neaves, au poste de représentant de service au bureau des TCA de Windsor, en Ontario, à compter du dimanche 22 janvier 2012.



np : sepb343